

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 93 — 2557

17 SEPTEMBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de weddeschalen voor de bijzondere graden van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op de artikelen 20 en 33;

Gelet op het protocol van 3 mei 1993 van het Sectorcomité XVIII;

Gelet op het advies van de Raad van beheer van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, gegeven op 28 januari 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, gegeven op 13 september 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 7 september 1993;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Sociale Zaken;

Gelet op de door de Regering van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 13 september 1993 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. De weddeschaal voor elke bijzondere graad van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces wordt als volgt vastgesteld :

Hoofdinspecteur-directeur	13/3
Eerste rechtskundig attaché	12/2
Geneesheer-hoofd van dienst	11/6
Eerstaanwendend inspecteur	11/3
Eerstaanwendend attaché voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces	11/3
Eerstaanwendend psycholoog	11/3
Attaché voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces	10/1
Psycholoog	10/1
Eerstaanwendend adjunct-attaché voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces	24/1
Eerstaanwendend adjunct-inspecteur	24/1
Adjunct-attaché voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces	22/4
Adjunct-inspecteur	22/4
Beheerder van onderhoudsploeg	44/3

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Het lid van de Regering van de Franse gemeenschap tot wiens bevoegdheid het toezicht over het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 september 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Sociale Zaken,
Gezondheid en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

F. 93 — 2558

[C — 29490]

17 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 20 et 23;

Vu le protocole du 4 mai 1993 du Comité du secteur XVII;

Vu l'avis du Conseil de Gestion du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées donné le 22 avril 1993;

Vu l'accord du Ministre la Communauté française ayant la fonction publique dans ses attributions donné le 13 septembre 1993;

Vu l'accord du Ministre de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions donné le 7 septembre 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée des Affaires sociales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1993,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Statut administratif

Article 1er. Le personnel statutaire du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ci-après dénommé le Fonds, est soumis aux dispositions qui, pour les agents des services de l'Exécutif de la Communauté française régissent :

1° les devoirs et les incompatibilités;

2° la responsabilité personnelle;

- 3° les positions administratives;
- 4° les congés, la disponibilité et la non-activité;
- 5° la suspension dans l'intérêt du service;
- 6° le régime disciplinaire;
- 7° la cessation définitive des fonctions;
- 8° le contrôle des aptitudes physiques;
- 9° l'ancienneté et le classement;
- 10° le signalement;
- 11° le recrutement;
- 12° la carrière.

Art. 2. L'administrateur général, l'administrateur général adjoint et les membres du personnel statutaire de niveau 1 prêtent serment entre les mains du Ministre ayant la tutelle du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées dans ses attributions. Les membres du personnel statutaire des autres niveaux prêtent serment entre les mains de l'administrateur général ou, à son défaut, de l'administrateur général-adjoint.

Art. 3. Pour l'application des dispositions auxquelles renvoient les articles 1er et 5 :

- 1° l'administrateur général ou, à son défaut, l'administrateur général adjoint, exerce les fonctions attribuées au secrétaire général et au chef d'administration;
- 2° le membre du personnel statutaire est assimilé à l'agent;
- 3° le Fonds est assimilé au ministère;
- 4° le conseil de direction comprend les membres du personnel titulaires d'un grade classé aux rangs 16, 15 et 14 ainsi que le membre du personnel titulaire d'un grade classé au rang 13 qui a le personnel dans ses attributions.

Art. 4. Les grades que peuvent porter les membres du personnel statutaire du Fonds sont répartis entre les différents niveaux et rangs, conformément au tableau figurant à l'annexe I du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Statut pécuniaire*

Art. 5. Le personnel statutaire du Fonds est soumis aux dispositions qui, pour les agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, régissent :

- 1° l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel;
- 2° le logement de certaines catégories de personnel rétribués par l'Etat;
- 3° les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel;
- 4° le mode de désignation et la rétribution des chefs d'équipe dans les services de dactylographie, en faveur uniquement des agents titulaires d'un grade du niveau 4 qui en étaient bénéficiaires à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 10 juillet 1972 modifiant certains arrêtés royaux relatifs à la situation du personnel de dactylographie, de sténodactylographie et de secrétariat;
- 5° les frais de parcours;
- 6° les indemnités et allocations quelconques accordées au personnel;
- 7° les allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel;
- 8° l'intervention dans les frais de changement de résidence des membres du personnel;
- 9° la bonification de traitement à certains membres du personnel dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945;
- 10° la valorisation des avantages en nature octroyés aux concierges;
- 11° l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel;
- 12° l'octroi d'une allocation de foyer ou d'une allocation de résidence au personnel;
- 13° les règles particulières pour la rétribution de certains agents;
- 14° l'allocation pour travail assujettissant en automation;
- 15° le modèle du livret de courses pour véhicule;
- 16° la rétribution garantie à certains agents des ministères;
- 17° le statut pécuniaire du personnel des ministères;
- 18° les échelles de traitement des grades communs à plusieurs ministères;
- 19° l'octroi d'une indemnité à certains agents des administrations et des autres services des ministères, ainsi qu'au personnel de certains organismes d'intérêt public;
- 20° l'octroi d'une prime de mobilité à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge de la Communauté française;
- 21° l'octroi d'une allocation à certains agents lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur;
- 22° l'octroi d'une allocation de remplacement du concierge pendant la durée du congé annuel de vacances, aux personnes étrangères à l'administration;
- 23° l'octroi d'une allocation de fin d'année;
- 24° l'exercice d'une fonction supérieure.

CHAPITRE III. — *Dispositions particulières*

Art. 6. En vue de pourvoir à la première occupation des emplois du cadre organique du personnel du Fonds, le Bureau du Fonds peut déroger, pour les premières nominations opérées auxdits emplois, aux dispositions du présent arrêté relatives au recrutement et à la carrière.

Sont considérées comme « premières nominations », les premières nominations à chacun des emplois du cadre organique du personnel visés au premier alinéa du présent article qui ont lieu dans un délai de six mois à compter de la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le cadre organique du personnel du Fonds.

Art. 7. Les droits de préférence et de priorité accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, et par la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement, ne peuvent pas être invoqués pour l'admission aux emplois à conférer au Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées en application des dispositions de l'article 8 du présent arrêté en raison de leur spécificité.

Art. 8. Le Bureau du Fonds, de l'accord du Membre du Gouvernement de la Communauté française ayant la tutelle du Fonds, fixe, en ce qui concerne les membres du personnel nommés en vertu de l'article 6, le nombre d'années d'expérience professionnelle qui peuvent être assimilées à des services admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires. Les services ainsi déterminés seront classés dans le groupe A ou B selon le grade auquel le membre du personnel est nommé.

Par dérogation à l'article 14 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, les services prestés à partir de l'âge de 24, 22 ou 20 ans, selon la classe de l'échelle, pouvant être pris en considération par application des dispositions du présent article sont toutefois limités à six années au maximum.

Art. 9. Pour l'application de l'article 6, et en dérogation à l'article 1er, la première nomination aux emplois du cadre organique du personnel du Fonds s'effectue conformément aux règles suivantes :

1° Le Bureau du Fonds déclare les emplois vacants dès la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le cadre organique du personnel du Fonds, et fait appel aux candidats par avis publiés au *Moniteur belge*.

Cet avis mentionne :

- a) les emplois vacants;
- b) les conditions d'admission;
- c) le délai et les modalités fixés pour l'introduction des candidatures ainsi que, s'il échet, les documents à fournir.

2° Dans les quinze jours de la publication au *Moniteur belge* de l'avis prévu au 1° du présent article, les candidatures doivent être envoyées au président du Conseil de gestion du Fonds.

A peine de nullité, ces candidatures doivent être adressées par lettre recommandée à la poste, la date du cachet de la poste faisant foi.

3° Pour être admissible, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- a) — pour les fonctions d'autorité, être Belge,
— pour les autres fonctions, être Belge ou être ressortissant d'un Etat de la Communauté européenne;
- b) être de conduite irréprochable;
- c) jouir des droits civils et politiques;
- d) satisfaire aux lois sur la milice;
- e) être physiquement apte;
- f) satisfaire aux conditions de nominations particulières fixées à l'annexe II à la date de publication au *Moniteur belge* de l'avis visé à l'article 9, 1°.

4° Dès l'expiration du délai prévu au 2° du présent article, le Bureau du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées vérifie que les candidats remplissent les conditions requises pour l'emploi à conférer, examine les candidatures et procède aux premières nominations.

5° Les agents statutaires transférés du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française, nommés en application de l'article 8, conservent leur ancienneté de service et, s'ils sont nommés à un grade du même niveau, leur ancienneté de niveau.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Membre du Gouvernement de la Communauté française ayant la tutelle du Fonds dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 septembre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée des Affaires sociales,
de la Santé et du Tourisme,

Mme L. ONKELINX

Annexe I

Classement hiérarchique des grades dont peuvent être titulaires les agents
du Fonds communautaire
pour l'Intégration sociale et professionnelle des Personnes handicapées

A. Personnel administratif :

Niveau I

- Rang 16 : Administrateur général.
Administrateur général adjoint.
- Rang 15 : Directeur d'administration.
Inspecteur général.
- Rang 14 : Premier conseiller.
- Rang 13 : Inspecteur en chef-directeur.
Conseiller.
Directeur.
Informaticien-expert.
- Rang 12 : Premier attaché juridique.
Informaticien.
- Rang 11 : Conseiller adjoint.
Inspecteur principal.
Médecin chef de service.
Attaché principal en intégration sociale et professionnelle.
Conseiller principal d'orientation professionnelle.
Psychologue principal.

- Rang 10 : Secrétaire d'administration.
Inspecteur.
Médecin.
Attaché en intégration sociale et professionnelle.
Psychologue.

Niveau II

- Rang 24 : Infirmier gradué principal.
Assistant social principal.
Attaché adjoint principal en intégration sociale et professionnelle.
Inspecteur adjoint principal.
Chef administratif.
Programmeur chef.
- Rang 23 : Infirmier gradué de 1re classe.
Assistant social de 1re classe.
- Rang 22 : Infirmier gradué.
Assistant social.
Sous-chef de bureau.
Programmeur.
Agent en réadaptation professionnelle.
Réviseur comptable.
Secrétaire principal de direction.
Attaché adjoint en intégration sociale et professionnelle.
Inspecteur adjoint.
- Rang 21 : Secrétaire de direction.
Vérificateur comptable.
Aide-vérificateur.
- Rang 20 : Rédacteur.
Rédacteur comptable.

Niveau III

- Rang 34 : Commis-sténodactylographe chef.
Commis-dactylographe chef.
Commis-chef.
- Rang 32 : Commis sténodactylographe principal.
Commis-dactylographe principal.
Commis-principal.
- Rang 30 : Commis-sténodactylographe.
Commis-dactylographe.
Commis.

Niveau IV

- Rang 44 : Agent en chef.
Rang 43 : Agent principal.
Rang 42 : Chef huissier.
Téléphoniste.
- Rang 41 : Messenger-huissier principal.
Rang 40 : Messenger-huissier.

B. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service :

Niveau IV

- Rang 44 : 1^{er} ouvrier spécialiste-chef d'équipe.
1^{er} ouvrier spécialiste mécanicien de véhicule.
Gestionnaire d'équipe d'entretien.
- Rang 43 : 1^{er} ouvrier spécialiste.
- Rang 42 : Ouvrier qualifié B.
Conducteur d'auto-mécanicien.
- Rang 41 : Ouvrier qualifié A.
Rang 40 : Manoeuvre B.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 1993 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

La Ministre-Présidente chargée des Affaires sociales,
de la Santé et du Tourisme,

Mme L. ONKELINX

Annexe II

Les conditions particulières de nomination prévues à l'article 9, 3^o, f, du présent arrêté sont fixées comme suit :

— Emplois de directeur d'administration ou d'inspecteur général :

Justifier d'une expérience utile de neuf années au moins dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou du droit public et administratif, ou de l'activité hospitalière ou paramédicale, ou de l'économie sociale ou politique, ou des affaires sociales en liaison avec la problématique des handicapés,

et, justifier d'une expérience en direction d'un service;

et, soit être porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau I dans les administrations de l'Etat, soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et être titulaire d'un grade de rang 13 au moins.

— Emplois de premier conseiller :

Justifier d'une expérience utile de six années au moins dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou du droit public et administratif, ou de l'activité hospitalière ou paramédicale, ou de l'économie sociale ou politique, ou des affaires sociales en liaison avec la problématique des handicapés;

et, soit être porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau I dans les administrations de l'Etat, soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et être titulaire d'un grade de rang 11 au moins.

— Emplois d'inspecteur en chef-directeur ou de conseiller :

Justifier d'une expérience utile de six années au moins dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou de la gestion du personnel d'administration publique, ou de la gestion budgétaire publique, ou de l'activité hospitalière ou paramédicale, ou du droit public ou administratif, ou de l'économie sociale ou politique, ou des affaires sociales en liaison avec la problématique des handicapés;

et, soit être porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau I dans les administrations de l'Etat, soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et être titulaire d'un grade de rang 10 au moins.

— Emploi de premier attaché juridique :

Justifier d'une expérience utile de quatre années au moins en gestion approfondie des matières de droit public ou de droit social;

et, être porteur d'un diplôme de docteur ou licencié en droit.

— Emplois de conseiller adjoint :

Justifier d'une expérience utile de trois années au moins dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou de la gestion du personnel d'administration publique, ou de la gestion budgétaire publique, ou de l'activité hospitalière ou paramédicale, ou du droit public ou administratif, ou de l'économie sociale ou politique, ou des affaires sociales en liaison avec la problématique des handicapés, ou du journalisme, ou de la communication, ou de la psycho-pédagogie en liaison avec la problématique des handicapés;

et — soit être porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau I dans les administrations de l'Etat.

— soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et, soit être titulaire d'un grade de rang 10, soit être titulaire d'un grade de rang 24 au moins depuis douze années au moins.

— Emplois d'attaché principal en intégration sociale et professionnelle :

Justifier d'une expérience utile de neuf années au moins dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou de l'activité hospitalière ou paramédicale, ou des affaires sociales en liaison avec la problématique des personnes handicapées;

et, soit être porteur d'une licence à finalité sociale, hospitalière, paramédicale, économique ou psycho-pédagogique, soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et soit être titulaire d'un grade de rang 10, soit être titulaire d'un grade de rang 24 au moins depuis douze années au moins.

— Emplois d'inspecteur principal :

Justifier d'une expérience utile de neuf années au moins dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou de la comptabilité publique ou des entreprises;

et, soit être porteur d'un diplôme de licence à finalité sociale, hospitalière, paramédicale, administrative, économique ou commerciale, soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et être titulaire d'un grade de rang 24 au moins depuis douze années au moins ou être titulaire d'un grade de rang 10.

— Emploi d'informaticien :

Justifier d'une expérience utile et être porteur d'un diplôme de licencié en informatique.

— Emplois de médecin :

Justifier d'une expérience utile de trois années au moins et être porteur du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements.

— Emplois d'attaché en intégration sociale et professionnelle.

Justifier d'une expérience utile de trois années au moins dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou des affaires sociales en liaison avec la problématique des personnes handicapées, ou de l'activité hospitalière ou paramédicale.

et, soit être porteur d'une licence à finalité sociale, hospitalière, paramédicale, économique, ou psycho-pédagogique, soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et être titulaire du grade d'assistant social principal, d'assistant social de première classe, d'assistant social, d'infirmier gradué principal, d'infirmier gradué de première classe, d'infirmier gradué, d'agent principal en réadaptation professionnelle, ou d'agent en réadaptation professionnelle et avoir une ancienneté de neuf années au moins au rang 22 au moins ou être lauréat d'un concours d'accession au niveau I.

— Emplois de psychologue :

Justifier d'une expérience utile de trois années au moins;

et, être porteur du diplôme de licence en psychologie ou en psycho-pédagogie.

— Emplois d'inspecteur :

Justifier d'une expérience utile de trois années au moins dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou de la comptabilité publique ou des entreprises;

et, soit être porteur d'un diplôme de licence à finalité sociale, hospitalière, paramédicale, administrative, économique ou commerciale, soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et être titulaire d'un grade de rang 24 au moins depuis neuf années au moins.

— Emplois de secrétaire d'administration :

Justifier d'une expérience utile d'une année au moins dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou de la gestion du personnel d'administration publique, ou de la gestion budgétaire publique, ou de l'activité hospitalière ou paramédicale, ou du droit public ou administratif, ou de l'économie sociale ou politique, ou des affaires sociales en liaison avec la problématique des handicapés, ou du journalisme, ou de la communication, ou de la psycho-pédagogie en liaison avec la problématique des handicapés;

et — soit être porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau I dans les administrations de l'Etat.

— soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et être titulaire d'un grade de rang 24 depuis neuf années au moins ou être auréat d'un concours d'accession au niveau I.

— Emplois d'attaché adjoint principal en intégration sociale et professionnelle :

Justifier d'une expérience utile de neuf années dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou de la réglementation du travail, ou de l'activité hospitalière ou paramédicale, ou des affaires sociales en liaison avec la problématique des personnes handicapées;

et, soit être porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau II dans les Administrations de l'Etat, soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et être titulaire d'un grade de rang 20 au moins depuis neuf années au moins.

— Emplois d'inspecteur adjoint principal :

— Justifier d'une expérience utile de neuf années au moins dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou de la comptabilité des entreprises, ou du budget, ou des finances publiques, ou de l'économie sociale ou politique;

et, soit être porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau II dans les Administrations de l'Etat, soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et être titulaire d'un grade de rang 20 au moins depuis neuf années au moins.

— Emplois d'attaché adjoint en intégration sociale et professionnelle :

— Soit être porteur d'un diplôme d'assistant social et justifier d'une expérience utile d'une année dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou de la réglementation du travail, ou de l'activité hospitalière ou paramédicale, ou des affaires sociales en liaison avec la problématique des handicapés.

— Soit être porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court et justifier d'une expérience utile de trois années dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou de la réglementation du travail, ou de l'activité hospitalière ou paramédicale, ou des affaires sociales en liaison avec la problématique des handicapés.

— Soit être porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau II dans les administrations de l'Etat et justifier d'une expérience utile de six années dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou de la réglementation du travail, ou de l'activité hospitalière ou paramédicale, ou des affaires sociales en liaison avec la problématique des handicapés.

— Soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et être titulaire d'un grade de rang 20 depuis six années au moins et justifier d'une expérience utile de six années dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou de la réglementation du travail, ou de l'activité hospitalière ou paramédicale, ou des affaires sociales en liaison avec la problématique des handicapés.

— Emplois d'inspecteur adjoint :

— Soit être porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court et justifier d'une expérience utile de trois années dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou de la comptabilité des entreprises, ou du budget, ou des finances publiques, ou de l'économie sociale ou politique.

— Soit être porteur d'un diplôme donnant accès au recrutement aux emplois de niveau II dans les administrations de l'Etat et justifier d'une expérience utile de six années dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou de la comptabilité des entreprises, ou du budget, ou des finances publiques, ou de l'économie sociale ou politique.

— Soit faire partie du personnel statutaire transféré du Fonds national de reclassement social des handicapés à la Communauté française et être titulaire d'un grade de rang 20 depuis six années au moins et justifier d'une expérience utile de six années dans le domaine de l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ou des relations sociales entre employeurs et travailleurs, ou de la comptabilité des entreprises, ou du budget, ou des finances publiques, ou de l'économie sociale ou politique.

— Emplois de programmeur :

Justifier d'une expérience utile de trois années au moins et être porteur du diplôme de ⁴graduat en informatique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 1993 fixant le statut administratif et pécuniaire du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

La Ministre-Présidente chargée des Affaires sociales
de la Santé et du Tourisme,

Mme L. ONKELINX

N. 93 — 2558

VERTALING

17 SEPTEMBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op de artikelen 20 en 23;

Gelet op het protocol van 4 mei 1993 van het Sectorcomité XVII;

Gelet op het advies van de Raad van beheer van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, gegeven op 22 april 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, gegeven op 13 september 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 7 september 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Sociale Zaken;

Gelet op de na de beraadslaging van de regering van de Franse Gemeenschap van 13 september 1993 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Administratief statuut

Artikel 1. Op het statutair personeel van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, hierna het « Fonds » genoemd, zijn de bepalingen toepasselijk die, voor de ambtenaren van de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, de volgende aangelegenheden regelen :

- 1° de plichten en de onverenigbaarheden;
- 2° de persoonlijke aansprakelijkheid;
- 3° de administratieve standen;
- 4° het verlof, de beschikbaarheid en de non-activiteit;
- 5° de schorsing in het belang van de dienst;
- 6° de tuchtregeling;
- 7° de definitieve ambtsneerlegging;
- 8° de controle op de lichamelijke geschiktheid;
- 9° de anciënniteit en de rangschikking;
- 10° de beoordeling;
- 11° de werving;
- 12° de loopbaan.

Art. 2. De administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en de leden van het statutair personeel van niveau 1 leggen hun eed af in de handen van de Minister tot wiens bevoegdheid het toezicht over het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces behoort. De statutaire personeelsleden van andere niveaus leggen hun eed af in de handen van de administrateur-generaal of, bij diens afwezigheid, van de adjunct-administrateur-generaal.

Art. 3. Voor de toepassing van de bepalingen waarnaar de artikelen 1 en 5 verwijzen :

- 1° de administrateur-generaal of, bij diens afwezigheid, de adjunct-administrateur-generaal, oefent de functies uit die toegekend worden aan de secretaris-generaal en aan het hoofd van een bestuur;
- 2° het statutair personeelslid wordt met een ambtenaar gelijkgesteld;
- 3° het Fonds wordt met het ministerie gelijkgesteld;
- 4° de directieraad bestaat uit de personeelsleden die titularis zijn van een graad van de rangen 16, 15 en 14 alsook het personeelslid dat titularis is van een graad van rang 13 en tot wiens bevoegdheid het personeel behoort.

Art. 4. De graden waarmee de statutaire personeelsleden van het Fonds zijn bekleed, worden verdeeld over de verschillende niveaus en rangen, overeenkomstig de in bijlage I van dit besluit vermelde tabel.

HOOFDSTUK II. — Geldelijk statuut

Art. 5. Op het statutair personeel van het Fonds zijn de bepalingen toepasselijk die, voor de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de volgende aangelegenheden regelen :

- 1° het toekennen van toelagen wegens buitengewone prestaties;
- 2° de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel;
- 3° de vergoedingen wegens verblijfskosten van de personeelsleden;
- 4° de wijze waarop de groepsleiders in de typediensten aangewezen en bezoldigd worden, enkel voor de ambtenaren die titularis zijn van een graad van niveau 4 en die ze konden genieten op de datum van inwerking-treding van het koninklijk besluit van 10 juli 1972 tot wijziging van sommige koninklijke besluiten betreffende de toestand van het typisten-, stenotypisten- en secretariëpersoneel;
- 5° de reiskosten;
- 6° de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel;
- 7° de kinderbijslag toegekend aan sommige categorieën van het personeel;
- 8° de tegemoetkoming in de kosten wegens standplaatsverandering van de personeelsleden;
- 9° de weddebijslag voor sommige personeelsleden waarvan de indiensttreding merkkelijk vertraagd werd door de oorlog 1940-1945;
- 10° de herwaardering van de voordelen in natura toegekend aan de huisbewaarders;
- 11° de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een personeelslid;

- 12° de toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan het personeel;
- 13° de bijzondere regels voor de bezoldiging van sommige ambtenaren;
- 14° de toelage voor slopend werk in de automatie;
- 15° het model van de reiswijzer voor voertuig;
- 16° de gewaarborgde bezoldiging van sommige ambtenaren van de ministeries;
- 17° het geldelijk statuut van het personeel der ministeries;
- 18° de weddeschalen van de aan verschillende ministeries gemene graden;
- 19° het toekennen van een vergoeding aan sommige ambtenaren van de besturen en andere diensten van de ministeries, alsook aan het personeel van sommige instellingen van openbaar nut;
- 20° het toekennen van een mobiliteitspremie aan sommige titularissen van een ambt bezoldigd ten laste van de Franse Gemeenschap;
- 21° het toekennen van een toelage aan sommige ambtenaren die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar een hoger niveau;
- 22° het toekennen van een toelage voor vervanging van de huisbewaarder tijdens het vacatieverlof, aan personen vreemd aan de Administratie;
- 23° het toekennen van een eindejaarstoelage;
- 24° het uitoefenen van hogere functies.

HOOFDSTUK III. — Overgangsbepalingen

Art. 6. Met het oog op de eerste bezetting van de betrekkingen van de personeelsformatie van het Fonds, mag het Bureau van het Fonds afwijken, voor de eerste benoemingen voor bovenvermelde betrekkingen, van de bepalingen van dit besluit met betrekking tot de werving en de loopbaan.

Worden beschouwd als « eerste benoemingen », de eerste benoemingen voor elke betrekking van de personeelsformatie bedoeld in lid één van dit artikel, die plaatsvinden binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van het Fonds.

Art. 7. De voorkeur- en voorrangrechten verleend door de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, en door de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, mogen niet ingeroepen worden voor de toelating tot de betrekkingen die te verlenen zijn in het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces in toepassing van de bepalingen van artikel 8 van dit besluit wegens hun specificiteit.

Art. 8. Het Bureau van het Fonds, met de instemming van het Lid van de Regering tot wiens bevoegdheid het toezicht over het Fonds, bepaalt, wat betreft de personeelsleden benoemd krachtens artikel 6, het aantal jaren beroepservaring die kunnen worden gelijkgesteld met diensten die in aanmerking komen voor het toekennen van de tussentijdse verhogingen. De aldus bepaalde diensten zullen gerangschikt worden in groep A of B naar gelang van de graad waarin het personeelslid benoemd is.

In afwijking van artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, worden de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd van 24, 22 of 20 jaar, volgens de klasse van de schaal, die in aanmerking kunnen worden genomen in toepassing van de bepalingen van dit artikel, nochtans beperkt tot maximum zes jaar.

Art. 9. Voor de toepassing van artikel 6, en in afwijking van artikel 1, vindt de eerste benoeming voor betrekkingen van de personeelsformatie van het Fonds overeenkomstig de volgende regels plaats :

1° Het Bureau van het Fonds verklaart de betrekkingen als vacant zodra het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van het Fonds in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is en doet een oproep tot kandidaten via berichten in het *Belgisch Staatsblad*.

Het bericht bevat :

- a) de vacante betrekkingen;
- b) de toelatingsvoorwaarden;
- c) de termijn en de modaliteiten voor de indiening van kandidaturen alsook, desnoods, de in te dienen bescheiden.

2° Binnen de veertien dagen na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het bericht waarvan sprake in 1° van dit artikel, moeten de kandidaturen naar de Voorzitter van de Raad van beheer van het Fonds gezonden worden.

Op straffe van nietigheid, dienen deze kandidaturen per aangetekende brief gezonden te worden, met de datum van de post als bewijskracht.

3° Om toelaatbaar te worden verklaard, dienen de kandidaten aan de volgende voorwaarden te voldoen :

- a) — voor de gezaghebbende functies, Belg zijn;
- voor de andere functies, Belg zijn of onderdaan van een Staat van de Europese Gemeenschap;
- b) van onberispelijk gedrag zijn;
- c) de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- d) aan de dienstplichtwetten voldoen;
- e) lichamelijk geschikt zijn;
- f) aan de bijzondere benoemingsvoorwaarden voldoen die in bijlage II worden bepaald, op de datum waarop het in artikel 9, 1° bedoeld advies in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

4° Zodra de termijn waarin voorzien wordt in 2° van dit artikel verstreken is, gaat het Bureau van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces na of de kandidaten de voorwaarden vervullen voor de te begeven betrekking, onderzoekt de kandidaturen en voert de eerste benoemingen uit.

5° De statutaire personeelsleden die van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap werden overgedragen, en die in toepassing van artikel 8 in vast verband benoemd zijn, behouden hun dienstanciënniteit en, ingeval zij in een graad van hetzelfde niveau zijn benoemd, hun niveau-anciënniteit.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 10 Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 11. Het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het toezicht over het Fonds behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 september 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

Bijlage I

Hiërarchische rangschikking van de graden waarvan de ambtenaren van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces titularis kunnen zijn

A. Administratief personeel.

Niveau I

- Rang 16 : Administrateur-generaal.
Adjunct-administrateur-generaal.
- Rang 15 : Bestuursdirecteur.
Inspecteur-generaal.
- Rang 14 : Eerste adviseur.
- Rang 13 : Hoofdinspecteur — directeur.
Adviseur.
Directeur.
Informaticus-deskundige.
- Rang 12 : Eerste rechtskundig attaché.
Informaticus.
- Rang 11 : Adjunct-adviseur.
Eerstaanwendend inspecteur.
Geneesheer-hoofd van dienst.
Eerstaanwendend attaché voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces.
Eerstaanwendend adviseur voor beroepsoriëntatie.
Eerstaanwendend psycholoog.
- Rang 10 : Bestuurssecretaris.
Inspecteur.
Geneesheer.
Attaché voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces.
Psycholoog.

Niveau II

- Rang 24 : Eerstaanwendend gegradueerd ziekenverpleger.
Eerstaanwendend maatschappelijk assistent.
Eerstaanwendend adjunct-attaché voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces.
Eerstaanwendend adjunct-inspecteur.
Bestuurschef.
Hoofdprogrammeur.
- Rang 23 : Gegradueerd ziekenverpleger eerste klasse.
Maatschappelijk assistent eerste klasse.
- Rang 22 : Gegradueerd ziekenverpleger.
Maatschappelijk assistent.
Onderbureauchef.
Programmeur.
Beambte voor beroepsrevalidatie.
Revisor boekhouding.
Eerstaanwendend directiesecretaris.
Adjunct-attaché voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces.
Adjunct-inspecteur.
- Rang 21 : Directiesecretaris.
Verificateur boekhouding.
Hulpverificateur.
- Rang 20 : Opsteller.
Rekenplichtig opsteller.

Niveau III

- Rang 34 : Hoofdclerk-stenotypist(e).
Hoofdclerk-typist(e).
Hoofdclerk.
- Rang 32 : Eerste klerk-stenotypist(e).
Eerstaanwendend klerk-typist(e).
Eerste klerk.
- Rang 30 : Klerk-stenotypist(e).
Klerk-typist(e).
Klerk

Niveau IV

- Rang 44 : Hoofdbeampte.
 - Rang 43 : Eerstaanwezend beampte.
 - Rang 42 : Hoofdkamerbewaarder.
Telefonist(e).
 - Rang 41 : Eerstaanwezend bode-kamerbewaarder.
 - Rang 40 : Bode-kamerbewaarder.
- B. Vak-, meesters- en dienstpersoneel :

Niveau IV

- Rang 44 : Eerste vakman-ploegbaas.
Eerste vakman — voertuigmecanicien.
Beheerder onderhoudsploeg.
- Rang 43 : Eerste vakman.
- Rang 42 : Geschoold werkman B.
Autobestuurder — mecanicien.
- Rang 41 : Geschoold werkman A.
- Rang 40 : Hulparbeider B.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 1993 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

De Minister-Voorzitster, belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage II

De bijzondere benoemingsvoorwaarden waarin voorzien wordt in artikel 9, 3^o, f, van dit besluit zijn de volgende :

- Betrekkingen van bestuursdirecteur of inspecteur-generaal :
 - het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens negen jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van het publiek en administratief recht, of van de ziekenhuisactiviteit of de paramedische activiteit, of van de politieke of sociale economie, of van de sociale zaken in verband met de problemen van de gehandicapten;
 - en, het bewijs leveren van een ervaring inzake leiding van een dienst;
 - en, ofwel houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de werving voor betrekkingen van niveau I in de Rijksbesturen, ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en titularis zijn van een graad van minstens rang 13.
- Betrekkingen van eerste adviseur :
 - het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens zes jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van het publiek en administratief recht, of van de ziekenhuisactiviteit of de paramedische activiteit, of van de politieke of sociale economie, of van de sociale zaken in verband met de problemen van de gehandicapten;
 - en, ofwel houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de werving voor betrekkingen van niveau I in de Rijksbesturen, ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en titularis zijn van een graad van minstens rang 11.
- Betrekkingen van hoofdinspecteur-directeur of adviseur :
 - het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens zes jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van het beheer van het personeel van een openbaar bestuur, of van het beheer van een overheidsbegroting, of van de ziekenhuisactiviteit of de paramedische activiteit, of van het publiek of administratief recht, of van de politieke of sociale economie, of van de sociale zaken in verband met de problemen van de gehandicapten;
 - en, ofwel houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de werving voor betrekkingen van niveau I in de Rijksbesturen, ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en titularis zijn van een graad van minstens rang 10.
- Betrekking van eerste rechtskundig attaché :
 - het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens vier jaar inzake grondig beheer van materies in verband met het publiek of sociaal recht;
 - en, houder zijn van een diploma van doctor of licentiaat in de rechten.
- Betrekkingen van adjunct-adviseur :
 - het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens drie jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van het beheer van het personeel van een openbaar bestuur, of van het beheer van een overheidsbegroting, of van de ziekenhuisactiviteit of de paramedische activiteit, of van het publiek of administratief recht, of van de politieke of sociale economie, of van de sociale zaken in verband met de problemen van de gehandicapten, of van het journalisme, of van communicatie, of van de psychopedagogie in verband met de problemen van de gehandicapten;
 - en, — ofwel houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de werving voor betrekkingen van niveau I in de Rijksbesturen,
 - ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en, of titularis zijn van een graad van rang 10, of titularis zijn van een graad van minstens rang 24 sedert minstens twaalf jaar.
- Betrekkingen van eerstaanwezend attaché voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces :
 - het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens negen jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, of van de ziekenhuisactiviteit of de paramedische activiteit, of van de sociale zaken in verband met de problemen van de gehandicapten;

en, ofwel houder zijn van een licentie met sociaal, verpleegkundig, paramedisch, economisch of psychopedagogisch doel, ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en ofwel titularis zijn van een graad van rang 10, ofwel titularis zijn van een graad van ten minste rang 24 sedert minstens twaalf jaar.

— Betrekkingen van eerstaanwendend inspecteur :

het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens negen jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, of van de comptabiliteit van de overheid of de ondernemingen;

en, ofwel houder zijn van een licentie met sociaal, verpleegkundig, paramedisch, administratief, economisch of commercieel doel,

ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en titularis zijn van een graad van ten minste rang 24 sedert minstens twaalf jaar of titularis zijn van een graad van rang 10.

— Betrekking van informaticus :

het bewijs leveren van een nuttige ervaring en houder zijn van een diploma van licentiaat in de informatica.

— Betrekkingen van geneesheer :

het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens drie jaar en houder zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde.

en, ofwel houder zijn van een licentie met sociaal, verpleegkundig, paramedisch, economisch of psychopedagogisch doel, ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en titularis zijn van de graad van eerstaanwendend maatschappelijk assistent, van maatschappelijk assistent eerste klasse, van maatschappelijk assistent, van eerstaanwendend gegradueerd ziekenverpleger, van gegradueerd ziekenverpleger eerste klasse, van gegradueerd ziekenverpleger, van eerstaanwendend beambte voor beroepsrevalidatie, of van beambte voor beroepsrevalidatie en een anciënniteit hebben van ten minste negen jaar in minstens rang 22 of geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar niveau I.

— Betrekkingen van psycholoog :

het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens drie jaar;

en, houder zijn van het diploma van licentiaat in de psychologie of in de psychopedagogie.

— Betrekkingen van inspecteur :

het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens drie jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, of van de comptabiliteit van de overheid of de ondernemingen;

en, ofwel houder zijn van een licentie met sociaal, verpleegkundig, paramedisch, administratief, economisch of commercieel doel, ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en titularis zijn van een graad van minstens rang 24 sedert minstens negen jaar.

— Betrekkingen van bestuurssecretaris :

het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens één jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van het beheer van het personeel van een openbaar bestuur, of van het beheer van een overheidsbegroting, of van de ziekenhuisactiviteit of de paramedische activiteit, of van het publiek of administratief recht, of van de politieke of sociale economie, of van de sociale zaken in verband met de problemen van de gehandicapten, of van het journalistiek, of van communicatie, of van de psychopedagogie in verband met de problemen van de gehandicapten;

en, — ofwel houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de werving voor betrekkingen van niveau I in de Rijksbesturen,

— ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en titularis zijn van een graad van rang 24 sedert minstens negen jaar of geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar niveau I.

— Betrekkingen van eerstaanwendend adjunct-attaché voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces :

het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens negen jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, of van de arbeidsreglementering, of van de ziekenhuisactiviteit of de paramedische activiteit, of van de sociale zaken in verband met de problemen van de gehandicapten;

en, ofwel houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de werving voor betrekkingen van niveau II in de Rijksbesturen, ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en titularis zijn van een graad van ten minste rang 20 sedert minstens negen jaar

— Betrekkingen van eerstaanwendend adjunct-inspecteur :

het bewijs leveren van een nuttige ervaring van ten minste negen jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, of van de comptabiliteit van de ondernemingen, of van de begroting, of overheidsfinanciën, of in sociale of politieke economie;

en, ofwel houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de werving voor betrekkingen van niveau II in de Rijksbesturen, ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en titularis zijn van een graad van ten minste rang 20 sedert minstens negen jaar.

— Betrekkingen van adjunct-attaché voor sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces :

— Ofwel houder zijn van een diploma van maatschappelijk assistent en het bewijs leveren van een nuttige ervaring van één jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, of van de arbeidsreglementering, of van de ziekenhuisactiviteit of de paramedische activiteit, of van de sociale zaken in verband met de problemen van de gehandicapten.

— Ofwel houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type en het bewijs leveren van een nuttige ervaring van drie jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, of van de arbeidsreglementering, of van de ziekenhuisactiviteit of de paramedische activiteit, of van de sociale zaken in verband met de problemen van de gehandicapten.

— Ofwel houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de werving voor betrekkingen van niveau II in de Rijksbesturen en een nuttige ervaring hebben van zes jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, of van de arbeidsreglementering, of van de ziekenhuisactiviteit of de paramedische activiteit, of van de sociale zaken in verband met de problemen van de gehandicapten.

— Ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en titularis zijn van een graad van rang 20 sedert minstens zes jaar en het bewijs leveren van een nuttige ervaring van zes jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, of van de arbeidsreglementering, of van de ziekenhuisactiviteit of de paramedische activiteit, of van de sociale zaken in verband met de problemen van de gehandicapten.

— Betrekkingen van adjunct-inspecteur :

— Ofwel houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type en het bewijs leveren van een nuttige ervaring van drie jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, of van de comptabiliteit van de ondernemingen, of van de begroting, of de overheidsfinanciën, of in sociale of politieke economie.

— Ofwel houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de werving voor betrekkingen van niveau II in de Rijksbesturen en het bewijs leveren van een nuttige ervaring van zes jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, of van de comptabiliteit van de ondernemingen, of van de begroting, of de overheidsfinanciën, of in sociale of politieke economie.

— Ofwel deel uitmaken van het statutair personeel dat overgeheveld werd van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen naar de Franse Gemeenschap en titularis zijn van een graad van rang 20 sedert minstens zes jaar en het bewijs leveren van een nuttige ervaring van zes jaar in de sector van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, of van de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers, of van de comptabiliteit van de ondernemingen, of van de begroting, of de overheidsfinanciën, of in sociale of politieke economie.

— Betrekkingen van programmeur :

het bewijs leveren van een nuttige ervaring van minstens drie jaar en houder zijn van het diploma van grauaat in de informatica.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 september 1993 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

De Minister-Voorzitter,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,
Mevr. L. ONKELINX

F. 93 — 2559

[SC — 29491]

17 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant fixation du cadre organique du personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 20 et 33;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de Concertation syndicale du Secteur XVII, donné le 4 mai 1993;

Vu l'avis du Conseil de Gestion du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées donné le 28 janvier 1993;

Vu l'accord du Ministre de la Communauté française ayant la fonction publique dans ses attributions, donné le 13 septembre 1993;

Vu l'accord du Ministre de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions donné le 7 septembre 1993;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée des Affaires sociales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1993,

Arrête :

Article 1er. Le cadre organique du personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées est fixé comme suit :

A. Administration générale

Niveau I

Administrateur général	1
Administrateur général adjoint	1